

Appel des appels : Communiqué du 30 octobre 2010

Objections

La crise sociale que nous traversons s'est cristallisée autour de la question du recul de l'âge pour être autorisé à faire valoir ses droits à pension de retraite. Tous les secteurs du travail sont concernés et tous les âges sont mobilisés dans un exemplaire mouvement de solidarité qui s'inscrit dans la série des grandes mobilisations de 1995, de 2003 et de 2006.

Ce mouvement social s'oppose à la destruction des principes et des mécanismes institutionnels de la solidarité entre les âges et les groupes sociaux. Mais il s'oppose beaucoup plus profondément à toutes les dérives d'une société de plus en plus malade du néolibéralisme.

Il fait objection :

- à l'érosion permanente des valeurs et des réalisations qui ont permis de limiter les dégâts du capitalisme et d'assurer des améliorations sociales pour le plus grand nombre. Sa légitimité historique tient à ce qu'il défend le patrimoine citoyen des protections sociales acquises depuis la Libération ;
- à la chosification de l'humain, à cette marchandisation de la nature et du vivant, à l'insupportable stérilité de spéculations virtuelles, abstraites, purement financières qui détruisent les entreprises, le travail, le logement, les rapports sociaux ;
- à la mutation de l'État, à la réduction de ses moyens humains, à son appauvrissement budgétaire, au démantèlement de ses missions de solidarité sociale, au détournement des services publics par une logique néolibérale faite de concurrence, de rentabilité, de « performance » sur le modèle des entreprises privées dont l'efficacité est loin d'être démontrée ;
- à la montée des inégalités sociales, à l'enrichissement continu des riches, à l'appauvrissement continu des pauvres, à la prolétarianisation d'une partie importante des classes moyennes sous l'effet du chômage et de la dérégulation de l'économie ;
- à la dégradation continue du travail sous l'effet d'un capitalisme financier dont les exigences de profit à court terme et du "tout jetable" exposent toujours davantage les individus et les populations à la précarité sociale et à l'humiliation civile, de sorte que l'amour du métier devient un luxe dans cette nouvelle civilisation où l'actionnaire fait la loi ;
- à l'évaluation quantitative de toute activité qui constitue la nouvelle manière de donner des ordres en se parant de la fausse objectivité des chiffres, à une administration « technique » des humains présentée comme « moderne » et « efficace » ;
- à la fabrication de l'opinion par des médias qui perdent toujours plus le sens de l'analyse critique pour se rapprocher davantage de la communication gouvernementale et de l'exploitation des faits divers et des émotions collectives qu'ils mobilisent ;
- au racisme d'État, à la fragmentation politique délibérée des populations qui accompagne et renforce les ségrégations sociales, aux discours et aux actes qui humilient, stigmatisent, détruisent les identités qui ne sont pas conformes au modèle sélectionné par l'État comme le seul acceptable.

Ce mouvement social, marqué par un front syndical unifié, par une synchronisation des luttes dans tous les secteurs de la société, par un large soutien de l'opinion, par un refus des provocations policières, constitue un événement politique de première importance dans lequel les professionnels de tous horizons qui ont répondu à l'Appel des appels reconnaissent le sens de leur résistance théorique et pratique à l'ordre injuste de l'argent et du contrôle généralisé.

[Signer l'Appel des appels de janvier 2009 :](#)

<http://appeldesappels.org/petition/index.php?petition=2&signe=oui>

Pour nous écrire : contact@appeldesappels.org